

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL CARRIERES

La Ravicole
26140 Andancette

Références : 20260407-RAP-DACA0415
Code AIOT : 0006100504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement DELMONICO DOREL CARRIERES implanté BERNE ET GRAGNOTTE 26140 Anneyron. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL CARRIERES
- BERNE ET GRAGNOTTE 26140 Anneyron
- Code AIOT : 0006100504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Anneyron est une carrière de sable et graviers exploitée par la société Delmonico Dorel localisée au lieu-dit "Berne et Gragnotte". Elle a été autorisée pour 30 ans par l'arrêté préfectoral n°20131350017 du 15 mai 2013 pour une production moyenne de 90 000 tonnes/an et une production maximale de 120 000 tonnes/an sur une surface de 14ha 08a 02ca. L'arrêté

d'autorisation intègre également la rubrique 2515-1 "Installation de traitement de matériaux" pour une puissance de 550 kW.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 8
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Information du public	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 6.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 7.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
8	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 10.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
10	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
16	Registre d'admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article Annexe 7	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/02/2026, article Annexe R.511-9	Sans objet
2	Limite d'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 2	Sans objet
3	Production	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 2	Sans objet
6	Signalement des zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 7.6	Sans objet
11	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 14.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 15	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
14	Remblayage - Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article Annexe 7	Sans objet
15	Admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article Annexe 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit finaliser la clôture de son site, notamment à l'Est de la seconde entrée permettant d'accéder à la zone de remblayage et la zone en exploitation. Un panneau d'information est également à rajouter au niveau de ce second accès. L'exploitant disposant de matériaux pour remblayer et la cote NGF de remblaiement ayant été dépassée, un porter à connaissance pour modifier les conditions de remise en état est à déposer. Les paramètres de suivi des eaux souterraines sont à recalculer. Enfin, concernant le suivi des matériaux inertes utilisés en remblaiement, des informations complémentaires sont à intégrer dans le logiciel de suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/02/2026, article Annexe R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Respect des seuils
Prescription contrôlée : 2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ : D
Constats : Il s'agit d'une observation de l'inspection du 28/07/2020. La présence de plusieurs bennes de la société TRIGENIUM a été observée sur place. Il avait été rappelé à l'exploitant qu'en cas de stockage de déchets (papiers, bois,...) il conviendrait de s'assurer de ne pas dépasser les seuils de classement autorisés par la nomenclature des installations classées. Dans le cas contraire, il conviendra de respecter les prescriptions qui s'y réfèrent après avoir effectué les démarches administratives nécessaires et d'informer de l'inspection des installations classées. Lors de l'inspection du 25/02/2026, il a été constaté l'absence de bennes sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Cote limite en profondeur
Prescription contrôlée : [...] La cote (NGF) limite en profondeur est de 147,80 m NGF (à l'Ouest) et 152,80 m NGF (à l'Est). [...]
Constats : Seule la zone ouest a fait l'objet d'une extraction. Le plan d'exploitation mis à jour en janvier 2023 a été consulté. La côte minimale indiquée est 151,22 m, ce qui est conforme à la cote limite basse sur la partie ouest.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Production maximale autorisée
Prescription contrôlée : [...] Les réserves estimées exploitables dans la limite du périmètre autorisé sont de 3 000 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée est de 120 000 tonnes, avec une production moyenne d'environ 90 000 tonnes.
Constats : Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GERP sont les suivantes : 2021 : 105 000 t 2022 : 60 100 t 2023 : 43 800 t 2024 : 19 800 t Les productions moyenne et maximale sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Constats :
<p>Il s'agit d'une suite de l'inspection du 28/07/2020 : il était demandé de réinstaller les clôtures et barrières solides et efficaces (interdiction de l'accès en dehors des heures d'exploitation) sur le pourtour de la zone d'extraction et aux abords dangereux.</p> <p>Actuellement la clôture trois fils installée sur le pourtour de la carrière s'arrête au nord, au niveau de la seconde entrée permettant d'accéder à la zone de remblayage. Cette clôture est à poursuivre sur la partie Est afin de fermer l'accès à la zone en cours d'exploitation ainsi qu'à la zone présentant un front de 15 m, même si celle-ci est séparée de la piste d'accès à la zone de remblayage par un merlon surmontée de pancartes signalant le risque de chute.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Panneaux d'information
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un panneau est présent à côté du portail d'accès principal au site. Il mentionne le nom de l'exploitant, ses coordonnées téléphoniques, l'objet de l'exploitation, la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation et la mention de la localisation où le plan de réaménagement peut être consulté.</p> <p>Il y a une seconde entrée permettant d'accéder à la zone actuellement en exploitation ainsi qu'à la zone de remblaiement. Celle-ci ne dispose pas d'un panneau d'information.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de rajouter un panneau indiquant son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté au niveau du second accès.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Signalement des zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et panneaux d'information
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. [...]
Constats : Il s'agit d'une suite de l'inspection du 28/07/2020. Dans le cadre de l'avancement de l'exploitation les terrains au nord ont été décapés, les pancartes de signalisation de danger ont été retirées pour le passage des machines et non pas été installées à leur nouvel emplacement. Il conviendrait d'installer les pancartes notamment aux zones relatives aux risques de chutes. Des panneaux signalant le danger sont présents sur le pourtour de la carrière. Le chemin emprunté par les camions apportant des inertes en remblaiement est bordé d'un merlon surmonté de poteaux avec des panneaux indiquant le risque de chute.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 7.9
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;- les bords de la fouille ;- les pentes des pistes ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le plan d'exploitation mis à jour en janvier 2023 a été consulté. Il comporte, sur fonds de plan cadastral, la limite d'autorisation, la bande des 10 m, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau et des cotes altimétriques. L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu de décapage supplémentaire depuis la mise à jour du plan et peu d'extraction / remblaiement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan d'exploitation est à mettre à jour et à compléter avec les zones remises en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de remise en état
Prescription contrôlée : [...] <p>Le carreau agricole, créé entre la cote 149 m NGF et 154 m NGF, sera nivelé pour lui conférer une légère pente.</p> [...]
Constats : <p>Une zone sur la partie ouest a fait l'objet d'une remise en état agricole. Les cotes NGF sont comprises entre 154 m au sud et 152 m au nord. Les cotes sont respectées ainsi que la légère pente du sud au nord.</p> <p>Concernant la zone actuellement en cours de remblaiement, l'exploitant a le souhait de modifier les conditions de remise en état pour remblayer jusqu'au terrain naturel, de façon à être homogène avec le terrain agricole voisin. Il dispose des matériaux pour procéder à ce remblaiement et a déjà dépassé les cotes prévues dans son arrêté d'autorisation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit déposer un porter à connaissance de demande de modification des conditions de remise en état accompagné de l'avis du maire et du(des) propriétaire(s) des parcelles concernées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du niveau et de la qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : <p>Un relevé du niveau de la nappe sera effectué mensuellement grâce aux 3 piézomètres présents sur le site [...]</p> <p>Par ailleurs une analyse de la qualité des eaux de la nappe sera effectuée annuellement par un organisme agréé par prélèvement dans les 3 piézomètres situés en périphérie de l'exploitation (1 amont et 2 aval). Ces contrôles porteront sur les paramètres suivants : le pH, la température, la</p>

conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO42-), le fer total (Fe), les métaux lourds, les chlorures, les fluorures, l'indice phénol, COT, PCB et HAP.
[...]

Constats :

Le suivi des niveaux piézométriques est réalisé à fréquence mensuelle depuis février 2014 sur les piézomètres Pz1 (amont) et Pz3 (aval) ainsi que sur les piézomètres Pz2 (aval) et Pz4 (amont) depuis 2023.

Ainsi les niveaux d'eau en janvier 2026 étaient de :

Pz1	Pz2	Pz3	Pz4
153,11 m	149,85 m	138,68 m	152,87 m

Le piézomètre n°3 est très profond et selon la fluctuation du niveau d'eau, il n'est pas toujours possible d'y réaliser un prélèvement. Les derniers prélèvements ont été réalisés les 21/10/2024 (Pz1 et Pz3) et 15/12/2025 (Pz1 et Pz2).

Les paramètres sulfates et conductivité sont manquants et les orthophosphates sont analysés alors qu'ils ne sont pas demandés.

Les substances trouvées à l'aval (naphtalène sur les deux années) sont également présents à l'amont. On peut également noter une concentration en matières en suspension qui peut être importante à l'amont.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La liste des paramètres à analyser est à recalculer sur les demandes de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 10 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de poussières

Prescription contrôlée :

[...]

Une campagne de mesure d'empoussiérage sera réalisée dès la première année d'exploitation dans le voisinage du site, puis périodiquement.

Constats :

Il n'y a pas eu de campagne de mesure de poussières ces six dernières années.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prévoir une campagne de mesures de poussières lors des prochaines opérations d'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 14.1

Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesure de bruits

Prescription contrôlée :

[...]

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 19 heures	Période allant de 19 heures à 7 heures et les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Les travaux ne sont pas autorisés dans ces périodes.
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

[...]

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès le début des travaux et ensuite périodiquement lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

Constats :

La dernière campagne de mesures acoustiques a eu lieu le 01/09/2020 de 10h à 15h30. Les principales sources de bruit du site étaient l'installation de traitement mobile, la chargeuse et les allées et venues des camions. La mesure en limite de propriété était de 57,0 dB(A). Les mesures au niveau des quatre zones à émergence réglementée varient de 0 à 3,5 dB(A). Les résultats sont donc conformes en émergence et en limite de propriété.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Transmission des garanties financières

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant de débuter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe n°10 jointe au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières ont pris effet le 01/01/2024 et expirent le 31/12/2029.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;

<p>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il s'agit d'une suite de l'inspection du 28/07/2020. Il était demandé d'établir et de transmettre le plan de gestion des déchets.</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction en date du 20/10/2025 a été transmis par courriel à l'issue de l'inspection. Son contenu répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Remblayage - Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article Annexe 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation des zones de remblayage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan côté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux.</p> <p>Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au paragraphe 10.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de réception des déchets inertes mis à jour en février 2026 a été consulté. Ce plan comprend, sur fonds de plan cadastral, l'indication du nord et l'échelle, la limite d'autorisation et un carroyage avec des lettres de A à H en abscisse et des nombres de 1 à 11 en ordonnée. La zone de remblaiement est de surface limitée. Elle porte sur les carreaux E9, E10, F9 et F10 et elle est matérialisée en couleur.</p> <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le plan complété avec le fonds de plan topographique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Admission des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article Annexe 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...]

7. Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

8. Avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets inertes et de justifier à leur appartenance à un des déchets de la liste présentées dans le point 6. Pour les déchets autres l'acceptation préalable est celle prévue au point 6.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure mise à jour le 03 janvier 2022 pour la réception de déblais inertes sur l'ensemble de ses carrières réalisant du remblayage.

L'accueil des déchets inertes est géré à l'aide du logiciel X3. Le tonnage réceptionné en 2025 était de 31 668 tonnes dont 28 782 tonnes provenant de la plateforme multimodale de Sablons. Celle-ci accueille des déchets inertes arrivant par bateaux d'une plateforme de transit de déchets de chantiers (SARPI Mineral France basée à Ternay). Lorsqu'un lot est prêt à être expédié, celle-ci réalise des analyses afin de vérifier le caractère inerte des déchets. Les 2 796 tonnes restants proviennent de quatre chantiers.

Le document d'acceptation préalable n°25081779 a été consulté. Il s'agit d'un chantier d'eau potable réalisé du 12 mai au 18 juin 2025. Il mentionne le site de réception, l'adresse du chantier, les quantités prévisionnelles de déchets avec le code déchet associé, le producteur du déchet, son adresse, le nom de l'expéditeur et du transporteur, son adresse et son numéro de SIRET. Le document est signé par le producteur et l'expéditeur qui est également transporteur dans ce cas précis. Les codes déchets indiqués sont 17-05-04 et 17-01-07. Ils font partie des codes déchets acceptés dans le cadre de l'arrêté d'autorisation du site.

Des rapports d'analyse en date du 16/07/2025, 21/07/2025, 25/07/2025, 19/12/2025, 29/12/2025, 30/12/2025, 13/01/2026, 16/01/2026 et 19/01/2026 de lots de déchets inertes en provenance de la plateforme de transit de déchets de chantiers ont été transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection. Chaque rapport d'analyse correspond à un lot de déchets inertes (ou deux lots pour le bulletin d'analyse du 25/07/2025). Les analyses réalisées correspondent au pack ISDI prévu par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517. L'ensemble des analyses confirment le caractère inerte des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Registre d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2013, article Annexe 7

Thème(s) : Risques chroniques, Registre

Prescription contrôlée :

[...]

10. L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

<ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ; - les coordonnées du producteur du déchet ; - l'origine et la nature des déchets ; - la référence du document préalable cité à l'article 7 ; - le moyen de transport utilisé et son immatriculation ; - le volume (ou la masse) de déchets ; - la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ; - le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés à minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement de la carrière.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant gère l'accueil des déchets inertes à l'aide du logiciel X3. Les informations suivantes sont consignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception délivré au producteur, - les coordonnées du producteur de déchets, - l'origine et la nature des déchets, - le tonnage des déchets. <p>Depuis 2013, date de la dernière autorisation, les remblaiements s'effectuent dans la même zone, sur quatre casiers : E9, E10, F9 et F10. Cette information n'est pas reportée dans le logiciel. Cependant la carrière d'Anneyron est de petite taille et la zone de remblai limitée. Si la zone de remblai venait à évoluer, l'exploitant devra intégrer l'information dans le logiciel.</p> <p>Le moyen de transport utilisé et son immatriculation ne sont pas consignés dans le logiciel de suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le moyen de transport utilisé et son immatriculation sont à rajouter dans le logiciel de suivi.</p> <p>Concernant la référence du document préalable cité à l'article 7, l'exploitant devra transmettre les documents justifiant de sa bonne prise en compte dans le logiciel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>